



**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration - Soixante-huitième session**  
Rome, 8-9 décembre 1999

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

**LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN**

POUR

**LE PROJET D'APPUI AU PROGRAMME NATIONAL DE MICROFINANCE**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>CARTE DE LA ZONE DU PROJET</b>	<b>iv</b>
<b>RÉSUMÉ DU PRÊT</b>	<b>v</b>
<b>NOTE DE PRÉSENTATION</b>	<b>vi</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA</b>	<b>1</b>
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Politique du Cameroun en matière de lutte contre la pauvreté	2
C. Activités menées par d'autres grands donateurs	3
D. Interventions précédentes du FIDA et données d'expérience	3
E. Stratégie du FIDA au Cameroun	4
<b>DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET</b>	<b>5</b>
A. La zone du projet et le groupe cible	5
B. Objectifs et description du projet	6
C. Composantes	7
D. Coûts et financement	8
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	9
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	12
H. Risques	13
I. Impact sur l'environnement	13
J. Aspects novateurs	13
<b>TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ</b>	<b>13</b>
<b>QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION</b>	<b>14</b>
<b>ANNEXE</b>	
<b>RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ</b>	<b>15</b>



## APPENDICES

<b>I. COUNTRY DATA</b> <b>(DONNÉES SUR LE PAYS)</b>	<b>1</b>
<b>II. PREVIOUS IFAD LOANS IN CAMEROON</b> <b>(PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU CAMEROUN)</b>	<b>2</b>
<b>III. EXPENDITURE ACCOUNTS BY COMPONENTS</b> <b>(COMPTES DE DÉPENSES PAR COMPOSANTE)</b>	<b>3</b>
<b>IV. LOGICAL FRAMEWORK</b> <b>(CADRE LOGIQUE)</b>	<b>4</b>
<b>V. MONITORING INDICATORS</b> <b>(INDICATEURS DE SUIVI)</b>	<b>8</b>
<b>VI. ORGANISATION DU PROJET ET AGENCES D'EXÉCUTION</b>	<b>9</b>
<b>VII. ORGANIZATIONAL CHART</b> <b>(ORGANIGRAMME)</b>	<b>12</b>



## TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Franc CFA BEAC (XAF)
1,00 USD	=	620 XAF
1,00 XAF	=	0,00016 USD

## POIDS ET MESURES

Système métrique

## SIGLES ET ACRONYMES

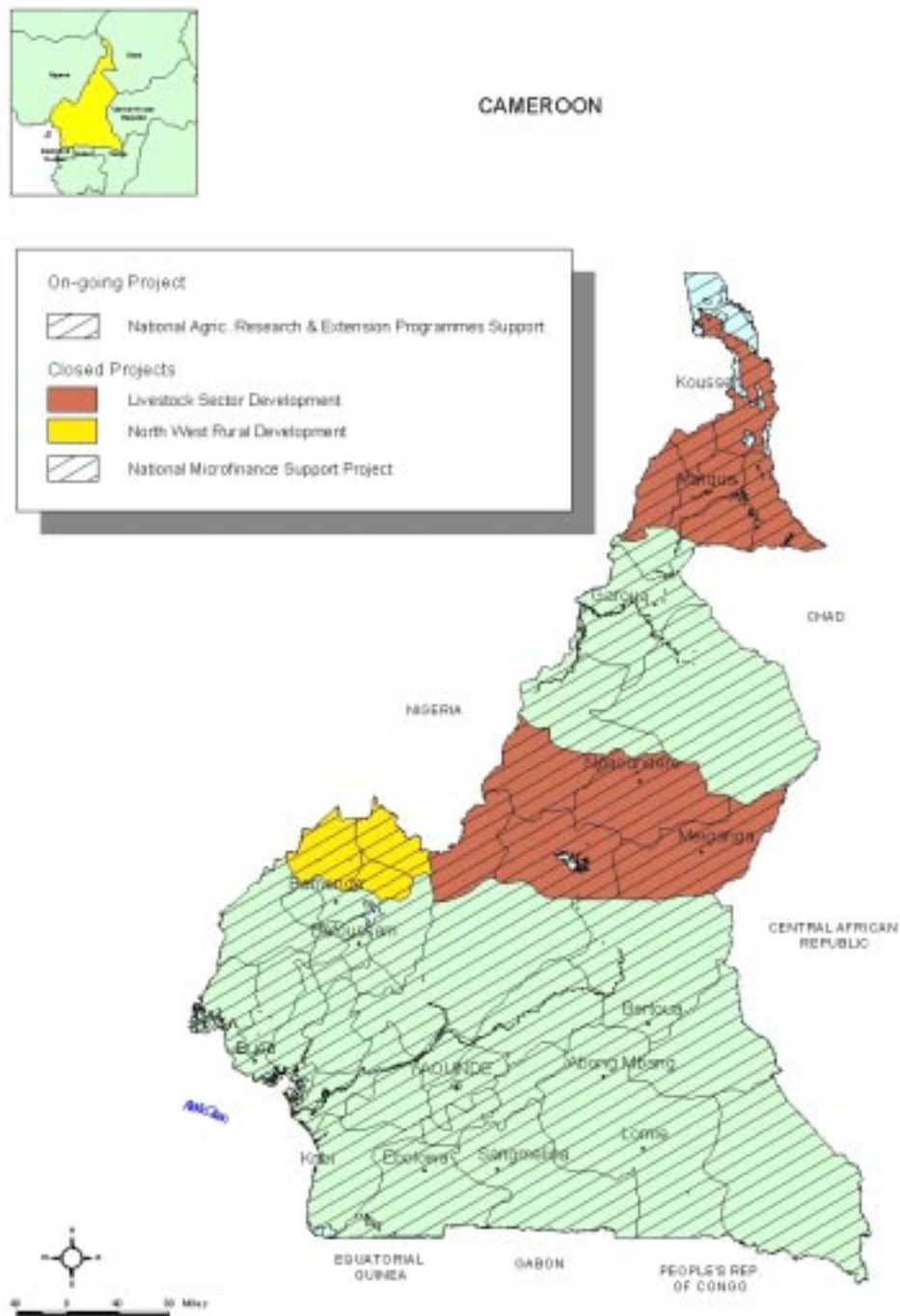
CNMF	Comité national de la microfinance
COBAC	Commission bancaire de l'Afrique centrale
FMI	Fonds monétaire international
IMF	Institution de microfinance
UCP	Unité de coordination du projet

## GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Année budgétaire

1<sup>er</sup> juillet - 30 juin

## CARTE DE LA ZONE DU PROJET



**Source:** FIDA

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*

## RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

### PROJET D'APPUI AU PROGRAMME NATIONAL DE MICROFINANCE

#### RÉSUMÉ DU PRÊT

<b>INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROJET:</b>	FIDA
<b>EMPRUNTEUR:</b>	République du Cameroun
<b>ORGANISME D'EXÉCUTION:</b>	Ministère de l'économie et des finances
<b>COÛT TOTAL DU PROJET:</b>	13,54 millions de USD
<b>MONTANT DU PRÊT DU FIDA:</b>	8,05 millions de DTS (équivalent approximativement à 11,05 millions de USD)
<b>CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.
<b>COFINANCEUR :</b>	Aucun
<b>CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:</b>	2,00 millions de USD
<b>CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:</b>	490 000 USD
<b>INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:</b>	FIDA
<b>INSTITUTION COOPÉRANTE:</b>	Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU)

## NOTE DE PRÉSENTATION

**Qui sont les bénéficiaires ?** La crise économique qui a frappé le Cameroun entre 1985 et 1993 a entraîné une paupérisation rapide et généralisée. En l'absence de données précises, des enquêtes conduites au début des années 80 et vers le milieu des années 90 ont confirmé que la grande majorité des pauvres - pour la plupart des femmes – vivent dans les zones rurales. La pauvreté se caractérise par la faiblesse des revenus et l'accès restreint aux équipements socio-économiques ainsi qu'aux services sociaux, techniques et financiers. Ces facteurs empêchent à leur tour les pauvres de répondre aux signaux du marché dans une économie de plus en plus libéralisée.

**Pourquoi sont-ils pauvres ?** L'absence d'accès à des services financiers, suivie par le manque d'infrastructures rurales et d'accès aux services techniques, ont été identifiés comme les principales contraintes qui empêchent les groupes pauvres de la population rurale, y compris les petits exploitants et les micro-entrepreneurs, de développer leur activité économique, d'investir dans l'agriculture et la gestion des ressources et d'améliorer leur niveau de vie. Étant donné que le secteur financier est peut-être celui qui a été le plus touché par la crise économique, les institutions financières informelles sont demeurées la source de financement privilégiée, sinon la seule accessible, de nombreux petits agents économiques. Les institutions de microfinance desservent une clientèle qui, sans elles, serait privée d'accès aux services financiers. Une gamme large et croissante de prestations fournies par des entrepreneurs novateurs a permis de répondre à une demande également croissante et diversifiée de services financiers. Toutefois, au cours des années 90 ce que l'on a appelé la "législation liberté" (reposant sur la liberté d'association), associée à des mesures vigoureuses de restructuration du secteur bancaire formel, a entraîné une prolifération d'institutions de microfinance non viables qui faisaient courir un risque permanent à l'épargne des petits déposants. D'autre part, les ménages pauvres vivant dans des zones isolées ou dans des régions économiquement défavorisées sont restés à l'écart des réseaux existants faute d'une politique et d'un cadre réglementaire adéquats ainsi que de possibilités de création de revenu et de mobilisation de l'épargne.

**Que peuvent-ils attendre du projet ?** Dans le cadre du portefeuille de projets global et renouvelé mis en oeuvre par le FIDA pour appuyer les stratégies de développement rural du gouvernement au Cameroun, le projet proposé contribuera à créer un environnement assaini pour la microfinance en consolidant un cadre de politiques nationales propres à protéger l'épargne des petits déposants, à renforcer la capacité des institutions faîtières en matière de prestations de services, à encourager l'extension du réseau de microfinance afin d'atteindre les ruraux pauvres marginaux et à appuyer le développement de systèmes financiers ruraux novateurs. Les activités prévues auront pour but d'apporter un soutien institutionnel et d'assurer l'extension et la diversification des réseaux. Le projet contribuera à améliorer sensiblement la situation des femmes, qui occupent une place prédominante dans le secteur informel, dont les institutions de microfinance sont la principale source de financement. Les femmes sont largement représentées dans les principaux réseaux et de nombreuses institutions financières informelles sont uniquement composées de femmes. Elles bénéficieront directement des projets d'expansion de ces systèmes. L'accroissement des revenus dont s'accompagnera le développement de l'intermédiation financière se traduira probablement par une amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire des ménages. Enfin, on s'attachera à promouvoir les liens, ou à en créer, entre le secteur de la microfinance et les femmes, qui occupent une place prédominante dans la production vivrière, grâce au développement des industries agro-alimentaires et des liens avec le marché dans le cadre d'autres projets auxquels le FIDA apporte son soutien au Cameroun.

**Comment vont-ils participer au projet ?** Le processus hautement participatif qui comporte des ateliers à l'intention des intéressés à chaque stade de l'élaboration du projet vise à encourager la prise en main par les bénéficiaires. En tant que groupe cible du FIDA, les bénéficiaires participeront à titre de membres et de clients des systèmes financiers décentralisés dont la couverture sera élargie.



Les réseaux de microfinance, de leur côté, sont membres statutaires du Comité national de la microfinance qui doit être créé dans le cadre du projet, comme organe consultatif sur une vaste gamme de questions d'intérêt pour le développement durable du secteur de la microfinance au Cameroun. Enfin, des dispositions seront également prises pour faire participer les bénéficiaires à la planification, au suivi et à l'évaluation.



**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA**  
**AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À**  
**LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN**  
**POUR**  
**LE PROJET D'APPUI AU PROGRAMME NATIONAL DE MICROFINANCE**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République du Cameroun d'un montant de 8,05 millions de DTS (équivalant approximativement à 11,05 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Projet d'appui au Programme national de microfinance. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA  
STRATÉGIE DU FIDA<sup>1</sup>**

**A. L'économie et le secteur agricole**

1. Le Cameroun est un pays potentiellement riche, dont l'économie repose sur des produits de base diversifiés et qui a connu l'une des plus graves crises économiques d'Afrique subsaharienne depuis les années 80. De la fin des années 70 au milieu des années 80, le produit intérieur brut réel (PIB) avait progressé de plus de 7% par an. L'année 1986 a été marquée par une forte surévaluation du franc CFA en termes réels, de graves revers sur le marché pétrolier mondial et l'effondrement des marchés des autres produits d'exportation camerounais: cacao, café et coton. Le PIB réel s'est contracté au rythme de 5,8% par an au cours de la période 1986-1988, le déclin cumulatif du revenu réel par habitant se chiffrant à quelque 11%.

2. Depuis la dévaluation de janvier 1994, le gouvernement a fait un sérieux effort pour corriger les déséquilibres financiers tout en donnant un coup d'accélérateur à la libéralisation de l'économie. Le commerce a été entièrement libéralisé et un ambitieux programme de privatisation a été lancé. Les dépenses publiques autres que la dette ont subi une compression radicale, ce qui a permis de redresser le budget de l'État, qui est devenu très rapidement excédentaire.

3. La population du Cameroun (14,7 millions d'habitants) est l'une des plus diverses et des plus complexes de l'Afrique sur les plans ethnique, linguistique et culturel: on ne compte pas moins de 200 ethnies, ayant chacune leur langue, leurs coutumes et leur structure sociale. L'agriculture (y compris l'exploitation forestière et la pêche) représente environ 25% du PIB du pays (615 USD par habitant). Le secteur agricole fait vivre directement à peu près un ménage camerounais sur deux et couvre près de la totalité des besoins alimentaires du pays.

4. Le secteur financier est peut-être celui qui a été le plus touché par la crise économique. Dans le cadre de l'ajustement structurel, les banques ont connu une double restructuration. Au cours de ces opérations, une dizaine de banques ont été liquidées, entraînant d'importantes pertes de dépôts pour

---

<sup>1</sup> Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

leurs clients. Les quelques établissements qui ont échappé à la liquidation sont aujourd'hui techniquement solvables et fiables, mais ils ne jouissent plus de toute la confiance du public. En outre, plusieurs institutions non bancaires (prestataires de services à l'agriculture et aux micro-entreprises rurales) ont connu des difficultés.

5. Les institutions de microfinance (IMF) sont ainsi restées la source de financement privilégiée, voire la seule accessible, pour de nombreux opérateurs économiques petits et moyens. Le Gouvernement camerounais a décidé de soutenir le développement des IMF comme élément clé de son programme destiné à rétablir la croissance du pays. Le cadre de politique générale sur lequel doivent s'appuyer le programme et la stratégie à adopter ont récemment commencé à prendre forme. Avec le soutien du FIDA, un groupe de travail national a élaboré un projet de "lettre de politique" de microfinance qui a été prévalidé lors d'un atelier tenu en juillet 1999. Cet atelier, auquel ont participé les principaux partenaires nationaux et internationaux intéressés par la microfinance sont parvenus à un consensus sur les principes suivants:

- a) la nécessité d'élaborer, de promulguer et d'appliquer une législation et une réglementation qui maintiennent la diversité et la créativité dans le domaine de la microfinance, tout en prévoyant les mesures de sauvegarde nécessaires à la protection de l'épargne des petits déposants;
- b) en attendant l'aboutissement du processus législatif, l'adoption de mesures transitoires destinées à empêcher les institutions de microfinance de profiter abusivement des vides réglementaires;
- c) l'établissement d'un système d'incitation approprié pour encourager de bonnes pratiques de gestion et une supervision efficace au niveau du réseau;
- d) la mise en place d'un forum large et permanent sous la forme d'un Comité national de la microfinance, qui rassemblerait les principaux partenaires (notamment des représentants du gouvernement ainsi que des réseaux de microfinance et des associations professionnelles), pour des consultations régulières sur les questions d'intérêt commun;
- e) la régionalisation des stratégies d'aide pour tenir compte des spécificités socio-culturelles;
- f) la nécessité d'accorder une attention particulière aux couches sociales les plus défavorisées qui, à l'heure actuelle, n'ont guère accès aux services financiers;
- g) le renforcement de la capacité de supervision des autorités monétaires, avec les adaptations nécessaires pour tenir compte des caractéristiques propres des différentes IMF.

## **B. Politique du Cameroun en matière de lutte contre la pauvreté**

6. Après une grave récession qui a duré une décennie, le Cameroun renoue avec la croissance, même si celle-ci manque de dynamisme. La préoccupation immédiate du gouvernement consiste à consolider les tendances positives enregistrées ces dernières années en vue d'un développement durable. Les objectifs fixés pour parvenir à ce but sont les suivants: la promotion d'un secteur privé fort, y compris les petits opérateurs, la prise en compte des exigences et des besoins des populations, la lutte contre la pauvreté en milieu rural, la sécurité alimentaire et la promotion des nouvelles exportations, et enfin le développement de méthodes de production économiquement viables et respectueuses de l'environnement. À cet effet, le gouvernement a entrepris de vastes réformes comprenant la libéralisation complète du marché des intrants et des produits agricoles, la privatisation des entreprises publiques, l'appui aux nouvelles entreprises privées, la fusion des dispositifs de recherche en agriculture et en élevage, et la relance des activités de recherche.

7. La Stratégie économique et sociale à moyen terme du gouvernement, adoptée en août 1997, accorde une place plus importante encore à la lutte contre la pauvreté. En cela elle tient compte des recommandations d'un rapport de la Banque mondiale élaboré en 1995. Le texte officiel de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, parachevé en 1998 et publié en janvier 1999, comprend d'une part un ensemble de réformes politiques et de programmes sociaux et d'autre part des mesures

visant à développer les ressources humaines nécessaires à son exécution. Cette stratégie met l'accent sur les actions suivantes:

- a) la poursuite des réformes économiques qui garantissent une croissance accélérée, se fondant sur les avantages potentiels de la dévaluation, notamment par des programmes à forte intensité de main-d'œuvre orientés prioritairement vers les pauvres;
- b) une réorientation d'une part plus importante des ressources publiques vers les domaines socio-économiques de base, et la prise en compte des intérêts des pauvres par le renforcement des initiatives et de la participation locales;
- c) un investissement dans le capital humain en vue d'une utilisation rationnelle de la main-d'œuvre; et
- d) des initiatives particulières en faveur des femmes, des pauvres et des groupes et régions structurellement vulnérables.

### **C. Activités menées par d'autres grands donateurs**

8. Le Fonds monétaire international (FMI) a patronné deux programmes: le *Social Dimensions of Adjustment Programme* établi en 1990 et le *Emergency Social Programme* lancé en 1994 et axé sur les soins de santé primaires et les services d'éducation en zones rurales, ainsi que sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement en zones urbaines. Le projet de la Banque mondiale relatif à la sécurité alimentaire prévoit la mise en place d'un système d'alerte rapide pour la sécurité alimentaire; des opérations de pulvérisations aériennes pour lutter contre les criquets; un projet pilote d'éducation nutritionnelle; la construction d'installations pour les marchés ruraux; et la création d'un fonds de crédit pour les infrastructures communautaires et les activités rémunératrices en dehors du secteur agricole.

9. La Banque africaine de développement (BAfD) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) viennent d'évaluer un projet de 16,7 millions d'ECU pour la lutte contre la pauvreté et les actions en faveur des femmes dans l'extrême nord du pays. Il prévoit la création d'une unité de suivi de la pauvreté et d'un fonds destiné à soutenir les activités économiques par la mise en place d'un fonds de microcrédit et l'expansion des systèmes financiers décentralisés existants. Les autres composantes portent sur l'infrastructure rurale, la promotion des micro-entreprises et des mesures destinées à alléger le travail des femmes rurales, ainsi que sur le renforcement des institutions partenaires (organisations gouvernementales et non gouvernementales (ONG)).

10. Les interventions en cours ou envisagées des donateurs bilatéraux (notamment l'Allemagne, le Canada, la France, et le Royaume-Uni) témoignent aussi d'une préoccupation implicite ou explicite pour la lutte contre la pauvreté. Les axes stratégiques de ces interventions portent sur diverses activités, dont la microfinance et la gestion des ressources naturelles.

### **D. Interventions précédentes du FIDA et données d'expérience**

11. Au cours des années 80, le FIDA a financé plusieurs projets régionaux au Cameroun portant sur la gestion des ressources naturelles, la mise en valeur des produits de base, le financement rural et le développement communautaire. À la mi-1991, les interventions du FIDA ont été suspendues au Cameroun en raison du non-remboursement de la dette. Un accord sur un règlement échelonné des arriérés de la dette est intervenu au milieu de 1995, auquel le gouvernement s'est tenu, prélude à un nouveau portefeuille du FIDA au Cameroun.

12. Le projet de développement rural de la province du nord-ouest, précédemment financé par le FIDA, aujourd'hui terminé, comprenait un volet portant sur le crédit. Un mécanisme viable de prêts aux petits agriculteurs avait été créé et semblait avoir démontré qu'il était possible de régler les principales difficultés liées à la gestion des petits crédits agricoles, notamment les coûts administratifs

élevés, l'absence de garanties de référence et les taux de recouvrement. Le mécanisme s'est toutefois effondré dès que la chute des prix des produits de base et la mauvaise gestion entraînèrent la liquidation de l'office de commercialisation et du Fonds national de développement rural (FONADER). On en a conclu que les systèmes de crédit durables ne sauraient se fonder sur des organismes publics institués à cette fin.

13. Ce projet a permis de tirer d'autres leçons, notamment que les conceptions multisectorielles étaient trop complexes. Les projets comportant un unique point d'entrée institutionnel et couvrant un seul sous-secteur ont plus de chances de réussir. En outre, l'intervention du secteur public doit se limiter au strict nécessaire, tandis qu'il faut renforcer le rôle du secteur privé et des ONG. De récentes études du Bureau de l'évaluation et des études du FIDA, portant sur l'expérience du FIDA en matière de crédit rural et de microfinance, ont fait ressortir la nécessité d'aborder le développement des IMF dans une optique à long terme, afin qu'elles parviennent à l'équilibre financier par un soutien adapté aux conditions locales et dépassant en général la durée normale d'un projet.

### **E. Stratégie du FIDA au Cameroun**

14. Un document sur la stratégie et les opportunités du pays (COSOP) a été élaboré au début de 1998 pour servir de cadre à l'intervention réactivée du FIDA au Cameroun après la levée de la suspension des prêts. Dans ce contexte, et compte tenu des mesures de libéralisation du gouvernement, l'orientation stratégique de l'intervention du FIDA vise à contribuer à la création des conditions nécessaires au plan institutionnel, technique et logistique pour permettre aux petits utilisateurs de ressources de réagir efficacement aux signaux du marché. Plus précisément, afin de lever les obstacles liés au transfert de technologies, à l'accès au financement rural et à l'infrastructure socio-économique, une attention spéciale est accordée au renforcement des institutions chargées d'apporter un appui technique à la gestion des ressources naturelles, aux micro-entreprises rurales et à la microfinance, à l'agro-industrie et à l'expansion du marché. Par ailleurs, les interventions auront pour but de promouvoir des partenariats durables entre les services publics, le secteur privé et la société civile.

15. La mise en oeuvre des réformes déjà engagées doit bénéficier de l'appui vigoureux de nouveaux programmes d'investissement. Des complexités institutionnelles et des tentations d'arbitrage politique demeurent toutefois dans le contexte du processus de démocratisation, et pourraient être source d'inefficacité dans l'affectation des ressources publiques. Il est par conséquent nécessaire de suivre minutieusement le processus de réforme du secteur public et d'examen des dépenses publiques dans le contexte d'un dialogue sur les politiques avec le gouvernement afin de s'assurer qu'il respectera ses engagements de réforme.

16. L'application actuelle et potentielle du FIDA, à court et moyen terme, telle qu'elle est envisagée dans ce document, comportera un appui à la recherche et à la vulgarisation agricole, à la consolidation et au développement du secteur de la microfinance, au développement communautaire et à l'infrastructure rurale ainsi qu'aux petites entreprises rurales.

17. La capacité d'absorption du pays concernant le prêt proposé dépendra d'un certain nombre de facteurs dont, notamment: les progrès réalisés dans l'exécution du projet et dans le dialogue politique avec le gouvernement, l'instauration d'alliances stratégiques entre les partenaires du développement, les opportunités de cofinancement, l'affectation par le gouvernement de fonds de contrepartie adéquats et le règlement régulier du service de la dette.

### **Raison d'être du projet**

18. La restructuration du secteur bancaire a occasionné des pertes importantes pour les petits déposants et entraîné une méfiance générale des particuliers. Les fermetures d'établissements bancaires ont aussi restreint la couverture des banques commerciales, aggravant encore une situation

dans laquelle de nombreuses institutions financières non bancaires du secteur rural connaissent aussi des difficultés. Les institutions de microfinance sont devenues non seulement la source privilégiée de services financiers pour les petits opérateurs économiques mais aussi la seule qui leur est accessible. Le personnel licencié des établissements fermés a mis à profit la nouvelle législation libérale et le vide de services pour créer et gérer des IMF, sous la forme de coopératives ou d'associations, ce qui leur permet d'échapper au contrôle des autorités monétaires ainsi qu'à l'impôt.

19. Dans la plupart des cas les IMF créées n'ont que peu ou pas de fonds propres et/ou de structures et de compétences en matière de gestion. Pourtant, un nombre croissant de titulaires de faibles revenus continuent à confier leur dépôt à ces institutions. Faute de perspective d'investissement de ces dépôts, la survie et la rentabilité à long terme de ces activités se trouvent compromises et elles consomment leurs fonds propres (lorsqu'elles en ont) en attendant de ponctionner les dépôts des clients. Les zones rurales, complètement hors d'atteinte du système bancaire, sont doublement frappées par l'absence de services financiers formels et le manque de professionnalisation des rares opérateurs qui sont présents. De nombreuses IMF souhaiteraient réaliser l'extension de leurs services vers les zones rurales mais manquent de ressources à cet effet. D'autres se lancent et, ce faisant, font courir des risques aux dépôts de leurs membres du fait de leur amateurisme.

20. Le moment est donc venu pour le gouvernement camerounais d'investir:

- a) dans l'élaboration de politiques et l'application d'une réglementation visant à développer et à institutionnaliser les politiques, processus et systèmes des IMF et à assurer que celles-ci privilégient bien les zones rurales et les titulaires de faibles revenus;
- b) dans le développement des IMF, au moyen d'interventions ciblées et soigneusement sélectionnées, afin de renforcer et de développer les réseaux d'IMF et de permettre l'extension de leurs services aux zones rurales et aux titulaires de faibles revenus.

## **DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET**

### **A. La zone du projet et le groupe cible**

21. Le projet, d'une durée de six ans, a vocation de couvrir l'ensemble du territoire de la République du Cameroun, qui comprend les cinq zones agro-écologiques suivantes: la zone soudano-sahélienne semi-aride à pluviométrie unimodale dans l'extrême nord, la haute savane guinéenne à pluviométrie unimodale, les hauts plateaux à pluviométrie bimodale dans l'ouest, la forêt humide à pluviométrie unimodale et à courte saison sèche dans le sud-ouest, et la forêt humide à pluviométrie bimodale dans le centre, le sud et l'ouest. À chaque zone correspondent divers systèmes de culture, soit au total près de 25 systèmes de culture pour l'ensemble du pays.

22. Chaque zone est dotée de ressources naturelles très différentes et présente donc des potentiels économiques variés, ce qui a une incidence sur l'habitat, la densité de population et le niveau de l'activité économique, qui sont des facteurs déterminants de l'extension et la densité des services financiers sur le terrain. Le tableau ci-dessous récapitule la situation à la fin de 1996 (date de la dernière enquête sur les IMF conduite par le Ministère de l'agriculture).

Zone	Superficie km <sup>2</sup>	Population 1997	Nombre d'IMF	Milliers d'habitants/IMF	Couverture km <sup>2</sup> IMF
Nord/ouest	31 290	3 449 000	186	18,5	168
Sud-ouest/littoral	40 518	3 130 000	136	23,0	298
Centre/sud/est	225 132	3 448 000	76	45,4	2 962
Extrême-nord/nord	100 353	3 597 000	64	56,2	1 568
Adamaoua	63 701	662 000	1	662,0	63 701

23. Le groupe cible du projet est constitué par les petits utilisateurs de ressources qui sont clients des IMF, en zone rurale et urbaine, c'est-à-dire une population généralement pauvre et ayant un faible revenu par habitant. Il s'agit principalement de petits agriculteurs ou de petits commerçants du secteur informel. Si la dévaluation du franc CFA de janvier 1994 a eu des effets positifs pour les producteurs de cultures d'exportation, les cultivateurs de produits vivriers n'en ont pas ressenti les effets, ce qui a relativement aggravé leur pauvreté.

24. Les services gouvernementaux estiment (en l'absence de données officielles) que quelque 650 à 700 IMF régulièrement enregistrées existent au Cameroun. Le projet vise directement 470 IMF (360 existent déjà et 110 seront créées par le projet), soit au total 175 000 membres représentant 4% de la population active du pays, l'objectif étant que les services financiers atteignent 12% de la population active en zone rurale. Une proportion importante des membres des grands réseaux sont des femmes (25% dans la CAMCCUL, 35% dans le MIFED, 34% dans les coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC), 31% dans les quasi-banques urbaines et 17% dans les MC2). Beaucoup d'institutions financières informelles (*tontines*, *njangis*), voire la majorité d'entre elles, sont des groupes entièrement constitués de femmes. En outre, de nombreux programmes novateurs de microfinance lancés par des ONG sont principalement orientés vers les femmes. Il en va ainsi, par exemple, des programmes gérés par le NCCWEDT (National Centre for Counselling and Women Entrepreneurship development Training), la BERDSCO (Benevolent Community Education and Rural Development Society) et, plus récemment, le dispositif de solidarité CUT (Community Unit Trust). Les programmes prévus par le projet proposé pour élargir ces dispositifs auront une incidence directe sur les femmes.

## B. Objectifs et description du projet

25. L'objectif général du projet est de contribuer à consolider et à maintenir un système d'institutions de microfinance dûment supervisé et rendant des services durables accessibles à toutes les catégories de la population, y compris celle des zones rurales, les titulaires de faibles revenus et les femmes. Plus précisément, le projet vise:

- a) à renforcer la capacité institutionnelle du gouvernement en matière de microfinance et à élargir et renforcer les mécanismes consultatifs au niveau du secteur afin de créer des conditions de mise en oeuvre efficace de la politique nationale de microfinance et d'assurer la mise en conformité avec le cadre réglementaire régional;
- b) à apporter un appui à la consolidation des réseaux, y compris l'extension de leur couverture et la diversification de leurs services, par:
  - i) la professionnalisation des entreprises de microfinance;
  - ii) la restructuration et l'organisation des ces structures afin de consolider les réalisations des grands réseaux et d'améliorer les points de contact ou en créer entre les grands réseaux, les banques commerciales et le secteur agricole;

- iii) la consolidation ou l'extension, sur une base pilote, des récentes initiatives faisant preuve de créativité en matière d'institutions, de conception des produits et d'extension des services vers les groupes à faible revenu pour contribuer à l'extension des services financiers aux zones rurales à fort potentiel actuellement privées d'accès à ces services;
- c) à apporter un appui à l'examen et à la synthèse d'études de cas fondées sur les meilleures pratiques, des expériences des IMF en matière d'innovations institutionnelles et de développement de nouveaux produits financiers, à la présentation sous une forme facilement accessible et à la diffusion.

### C. Composantes

26. Le projet prévoit quatre composantes pour atteindre les objectifs visés: a) professionnalisation et extension des réseaux d'IMF; b) recherche-action axée sur l'innovation dans le domaine de la microfinance; c) appui institutionnel en vue de la création d'une unité de microfinance au sein du Ministère de l'économie et des finances, ainsi que du Comité national de la microfinance (CNMF); d) gestion du projet<sup>2</sup>. On trouvera ci-après une description détaillée de ces divers aspects du projet.

27. **Développement des IMF.** Cette composante se subdivise elle-même en trois volets qui ont trait, respectivement, à la professionnalisation des IMF, à l'extension des réseaux d'IMF et à l'innovation dans le domaine de la microfinance. Les interventions envisagées au titre du premier volet sont les suivantes: formation des formateurs, des gérants et des agents des IMF, ainsi que de certains membres de leurs conseils d'administration et des comités de crédit, des comités de surveillance et de la direction des structures faîtières; assistance technique et soutien logistique en vue de la réorganisation et du renforcement des IMF et des réseaux d'IMF existants grâce à l'amélioration des systèmes de gestion et des procédures d'exploitation; soutien logistique à la création d'un centre de ressources au sein de l'un des réseaux existants et remise en état des locaux de 100 IMF afin de renforcer leur capacité de service. Les activités de formation toucheront au moins 50% des 700 IMF existantes, en plus des nouvelles structures qui seront créées avec l'appui du projet.

28. Le deuxième volet concerne l'extension des réseaux d'IMF et de leurs services en zone rurale, notamment dans les régions où il existe de bonnes perspectives de complémentarité avec les activités de développement rural et agricole. Une assistance sera fournie à ce titre à deux des grands réseaux de microfinance pour la création de 66 nouvelles IMF en milieu rural et dans des zones à fort potentiel, en plus des 44 établissements qui seront créés par les autres réseaux de moindre importance. Cette aide servira à la construction des bâtiments et à l'achat des équipements de base (coffres-forts, détecteurs de faux billets, mobilier, etc).

29. Le troisième volet prévoit un appui aux réseaux d'IMF qui proposent des solutions novatrices en faveur des populations pauvres et des femmes. À ce titre, il a été décidé en particulier de renforcer les structures faîtières de cinq réseaux innovants, de consolider les 39 IMF qu'ils comptent déjà, et de créer 41 nouvelles structures, soit un total de 80. Le projet appuiera la remise en état des locaux, la fourniture d'une assistance technique pour la conception et la mise en oeuvre de nouveaux systèmes de gestion, la formation du personnel et des élus des différentes instances, ainsi qu'un soutien logistique limité comprenant notamment l'achat de véhicules et d'équipements et le financement d'une petite partie des coûts de fonctionnement.

30. **Recherche-action.** Il s'agit ici de contribuer à l'étude de pratiques novatrices exemplaires en matière de méthodologies et de produits, ainsi qu'à la diffusion, sous une forme conviviale, des expériences menées par des IMF innovantes. À cette fin, des dons seront consentis aux IMF

---

<sup>2</sup> Unité de gestion et de coordination du projet.

participantes qui travaillent en partenariat avec des centres de recherche pour les aider à financer leurs dépenses de fonctionnement, à tester à petite échelle des produits nouveaux sur le terrain et à publier les résultats des expériences concluantes. Une attention particulière sera accordée aux femmes et aux catégories les plus pauvres de la population rurale, et l'on s'efforcera également, en tenant compte de la demande, de favoriser l'articulation entre l'intensification des activités agricoles et les services financiers ruraux.

**31. Appui institutionnel à l'unité de microfinance et au Comité national de la microfinance.**

Le projet apportera son concours à l'unité de microfinance qui doit être créée au sein du Ministère de l'économie et des finances, pour lui permettre de remplir correctement sa mission en tant que structure chargée de mettre en oeuvre la nouvelle politique du gouvernement en matière de microfinance et de faire respecter la réglementation que la Commission bancaire en Afrique centrale (COBAC) est en train de préparer pour la région. Cette unité aura trois grandes fonctions: instruire les demandes d'agrément des IMF et, le cas échéant, délivrer les autorisations sollicitées après avis de la COBAC; réorienter si nécessaire les IMF pour leur permettre de s'adapter au nouveau cadre réglementaire; assurer un suivi permanent des IMF et superviser s'il y a lieu celles qui bénéficient d'un régime dérogatoire. À cette fin, le projet contribuera notamment à la formation du personnel et à l'assistance technique, ainsi qu'à l'acquisition de véhicules et de matériels, tout en prenant à sa charge une partie des frais de fonctionnement.

32. Le projet apportera également un soutien au Comité national de la microfinance (CNMF) dont la création, sous la forme d'un organe consultatif autonome chargé de piloter le développement de la microfinance au Cameroun, a été recommandée par le gouvernement dans sa Lettre de politique de microfinance (voir le paragraphe 5). Le CNMF sera doté d'un secrétariat, hébergé par le Ministère de l'économie et des finances mais jouissant d'une autonomie administrative et financière, qui sera chargé de préparer les réunions, de faire appliquer les décisions et de coordonner les aides extérieures au secteur de la microfinance. Le projet financera les réunions trimestrielles du CNMF et les dépenses de fonctionnement de son secrétariat, ainsi que des voyages d'étude dans les autres pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine auxquels va s'appliquer la réglementation régionale de la microfinance en cours d'élaboration.

33. **Gestion du projet.** L'unité de coordination du projet (UCP) sera établie sous l'autorité du Ministère de l'économie et des finances (MINEFI) et sera dotée de l'autonomie administrative et financière nécessaire. Elle entretiendra des rapports fonctionnels avec l'unité de microfinance du MINEFI et supervisera l'exécution des contrats passés avec les organismes associés à la mise en oeuvre, y compris les réseaux de microfinance et les instituts de recherche. L'UCP sera responsable de la comptabilité financière et gestionnaire se rapportant aux contributions des donateurs extérieurs et du gouvernement ainsi que d'autres bailleurs de fonds potentiels. Des crédits sont prévus pour la remise en état des locaux, l'acquisition de véhicules et de matériels, et les salaires du personnel recruté à l'extérieur du ministère.

## **D. Coûts et financement**

34. Le coût du projet est estimé à 13,54 millions de USD, y compris une provision de 15% pour aléas d'exécution et aléas financiers, ainsi que les droits et taxes. Il comporte une fraction en devises de 5,65 millions de USD (42%). Le prêt du FIDA, d'un montant de 11,05 millions de USD, soit 82% du coût total du projet, servirait à financer les travaux de génie civil, l'acquisition de véhicules et de motocyclettes, le matériel de bureau et le mobilier, l'assistance technique, les dons à la recherche et les budgets de fonctionnement. La contribution du gouvernement s'élève à 2,00 millions de USD (15% du coût du projet), y compris les droits et taxes ainsi que le financement des locaux de l'UCP. Les bénéficiaires devraient apporter environ 490 000 USD (3,5% des coûts du projet) par leur contribution aux frais de subsistance des stagiaires inscrits au programme de formation ainsi qu'à une partie des dépenses de construction et de remise en état des locaux des IMF.



**TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie Locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
<b>A. Développement des IMF</b>					
1. Professionnalisation des IMF	2 905	1 347	4 252	32	36
2. Extension des réseaux d'IMF	638	639	1 277	50	11
3. Appui aux IMF novatrices	1 267	1 025	2 292	45	19
<b>Total partiel</b>	<b>4 809</b>	<b>3 011</b>	<b>7 820</b>	<b>38</b>	<b>66</b>
<b>B. Recherche-action</b>	<b>492</b>	<b>567</b>	<b>1 059</b>	<b>54</b>	<b>9</b>
<b>C. Appui au Ministère de l'économie et des finances</b>	<b>661</b>	<b>1 045</b>	<b>1 706</b>	<b>61</b>	<b>14</b>
<b>D. Gestion du projet</b>	<b>762</b>	<b>444</b>	<b>1 206</b>	<b>37</b>	<b>10</b>
<b>Total des coûts de base</b>	<b>6 725</b>	<b>5 067</b>	<b>11 792</b>	<b>43</b>	<b>100</b>
Provision pour aléas d'exécution	330	203	532	38	5
Provision pour aléas financiers	829	382	1 211	32	10
<b>Total des coûts du projet</b>	<b>7 883</b>	<b>5 652</b>	<b>13 535</b>	<b>42</b>	<b>115</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

## **E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes**

35. Les achats de biens et services financés par le prêt du FIDA se feront de la façon suivante: a) en ce qui concerne les travaux de génie civil (qui n'intéresseront probablement pas les entreprises internationales en raison de leur dispersion géographique et de leur ampleur limitée), tous les contrats de constructions nouvelles et de remise en état des locaux de l'UCP feront l'objet d'appels d'offres nationaux, tandis que les autres contrats de réaménagement seront attribués aux entrepreneurs locaux selon une procédure de sélection rigoureuse et après consultation d'au moins trois devis; b) les véhicules et motocyclettes seront achetés par voie d'appels d'offres internationaux; c) les achats de matériels et de mobilier seront regroupés autant que possible en lots d'un montant au moins égal à 5 000 USD, et effectués par appels d'offres sur le marché national, ou bien, si leur montant est inférieur à 5 000 USD, directement auprès des fournisseurs locaux après consultation d'au moins trois devis; d) les contrats de formation seront passés localement après consultation d'au moins trois prestataires de services et seront soumis à l'examen préalable du FIDA et de l'institution coopérante; e) les contrats de services de consultants et d'assistance technique, dont les modalités devront être préalablement communiquées au FIDA pour approbation, seront attribués selon les directives de l'institution coopérante; f) les dons au titre de la composante recherche-action seront accordés selon une procédure agréée par le FIDA. Pendant la phase de transition qui précédera la mise en oeuvre du projet, il est prévu de mettre au point un plan de passation des marchés et de définir les critères et modalités qui permettront d'assurer la transparence des procédures dans ce domaine.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT <sup>a</sup>

(en milliers de USD)

Composante	FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et Taxes
	Montant.	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
<b>A. Développement des IMF</b>											
1. Professionnalisation des IMF	4 018	82	610	13	253	5	4 881	36	1 483	2 788	610
2. Extension des réseaux d'IMF	1 112	74	270	18	125	8	1 506	11	743	494	270
3. Appui aux IMF novatrices	2 076	79	451	17	100	4	2 627	19	1 154	1 023	451
<b>Total partiel</b>	<b>7 206</b>	<b>80</b>	<b>1 330</b>	<b>15</b>	<b>478</b>	<b>5</b>	<b>9 015</b>	<b>67</b>	<b>3 380</b>	<b>4 304</b>	<b>1 330</b>
<b>B. Recherche-action</b>	<b>1 007</b>	<b>83</b>	<b>210</b>	<b>17</b>	-	-	<b>1 217</b>	<b>9</b>	<b>641</b>	<b>366</b>	<b>210</b>
<b>C. Appui au Ministère de l'économie et des finances</b>	<b>1 763</b>	<b>92</b>	<b>145</b>	<b>8</b>	-	-	<b>1 908</b>	<b>14</b>	<b>1 132</b>	<b>632</b>	<b>145</b>
<b>D. Gestion du projet</b>	<b>1 076</b>	<b>77</b>	<b>320</b>	<b>23</b>	-	-	<b>1 396</b>	<b>10</b>	<b>500</b>	<b>643</b>	<b>253</b>
<b>Total des décaissements</b>	<b>11 052</b>	<b>82</b>	<b>2 005</b>	<b>15</b>	<b>478</b>	<b>4</b>	<b>13 535</b>	<b>100</b>	<b>5 652</b>	<b>5 945</b>	<b>1 938</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.



36. Pour faciliter les décaissements, la Caisse autonome d'amortissement (CAA) ouvrira et tiendra un compte spécial dans une banque commerciale ou toute autre institution bancaire agréée par le FIDA, qui sera crédité d'un montant équivalent en francs CFA à 800 000 USD. Ces fonds, prélevés sur le prêt du FIDA, seront déposés dès l'entrée en vigueur du prêt et sous réserve que les conditions initiales de décaissement soient remplies : approbation du programme de travail et budget pour la première année et versement par le gouvernement des fonds de contrepartie pour le montant indiqué ci-après. Aucun décaissement ne sera effectué au titre de la composante recherche-action (y compris par l'intermédiaire du compte spécial) tant que le gouvernement n'aura pas soumis une proposition, acceptable par le FIDA, concernant les modalités d'octroi des dons et de sélection des institutions bénéficiaires.

37. Toutes les demandes de décaissement devront être dûment justifiées, à l'exception des dépenses inférieures à l'équivalent de 50 000 USD, de la formation relative aux petits dons à la recherche et des dépenses de fonctionnement. Pour ces cas, on présentera des relevés de dépenses, tandis que les pièces justificatives seront conservées sur place et tenues à la disposition des missions de supervision et de vérification extérieure des comptes. Le gouvernement ouvrira dans une banque commerciale un compte de projet où seront déposés les fonds de contrepartie correspondant à sa contribution, ainsi que le montant des taxes et droits applicables aux achats ne bénéficiant pas d'une exonération à la source. Il effectuera un premier dépôt en francs CFA équivalent à 200 000 USD, qui conditionnera le début des décaissements du prêt du FIDA.

38. Les rapports d'activité trimestriels établis par l'UCP présenteront un résumé des dépenses effectuées au cours du trimestre écoulé et les prévisions pour le trimestre suivant. Les registres comptables du projet, qui devront être clos le 30 juin de chaque année, seront soumis à la vérification externe d'un cabinet d'audit indépendant. Le rapport annuel sera publié en septembre de chaque année et comprendra le rapport d'audit sur la gestion et la comptabilité du projet au cours de l'année écoulée, ainsi que l'opinion du vérificateur sur l'utilisation du compte spécial et sur les relevés de dépenses.

## **F. Organisation et gestion**

39. Conformément à la politique nationale de microfinance, une unité de microfinance sera créée au sein du Ministère de l'économie et des finances, et fera partie intégrante de son organigramme étant donné le rôle central que joue ce ministère dans le domaine concerné. Parallèlement, une autre structure sera mise en place, sous la forme d'un organe consultatif à large assise, le CNMF, qui comprendra des représentants des principaux réseaux d'IMF et des coopératives d'épargne et de crédit indépendantes, du gouvernement, de la banque centrale et des banques commerciales. Le CNMF sera doté d'un secrétariat hébergé par le Ministère de l'économie et des finances.

40. Dans ce contexte, la responsabilité générale du projet sera confiée au MINEFI. Les activités de coordination au jour le jour seront conduites par une UCP qui passera des contrats aux fins de la mise en oeuvre sur le terrain avec des organismes d'exécution choisis, dont des IMF et des institutions spécialisées. Un mécanisme de pilotage sera mis en place pour donner des avis sur l'orientation des activités du projet, y compris sur le programme de travail et budget annuel. Le suivi extérieur sera assuré par l'unité de microfinance (cellule) au sein du MINEFI. Les concertations entre partenaires associés au secteur de la microfinance seront facilitées par le Comité national de la microfinance (CNMF).

41. On s'assurera ainsi que le projet répond bien en permanence aux besoins des groupes cibles, que le processus de prise de décisions reste largement ouvert aux participants et que la politique adoptée est toujours en phase avec la réalité. Le CNMF se réunira systématiquement tous les trimestres et de façon occasionnelle si nécessaire.

42. Pour l'exécution des composantes du projet, un manuel de procédures sera établi pendant la phase préalable à la mise en oeuvre et soumis à l'approbation du FIDA, approbation qui conditionnera les premiers décaissements du prêt. Ce manuel précisera les modalités de la collaboration entre l'UCP et ses partenaires, notamment: dispositions des contrats passés avec le soutien du projet pour la formation, la professionnalisation et la consolidation des IMF bénéficiaires ainsi que l'extension de leurs réseaux, la diffusion des solutions prometteuses, la recherche-action concernant les innovations institutionnelles et la mise au point de nouveaux produits financiers, etc.

43. Pendant la période de transition, en attendant l'entrée en vigueur du prêt du FIDA, on fera appel au mécanisme spécial d'intervention (MSI) pour mettre en place les moyens techniques et financiers (complétés par les contributions d'autres donateurs) nécessaires au bon démarrage du projet. Le plus grand soin sera apporté à l'articulation entre les activités financées par le prêt et le MSI du FIDA et les interventions d'autres bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux dans le secteur de la microfinance.

### **G. Justification économique**

44. Le projet concerne directement 470 IMF, dont 360 sont déjà en place et 110 seront créées dans le cadre de la composante développement des IMF. Les 360 IMF existantes touchent actuellement 135 000 personnes auxquelles viendront s'ajouter les clients, estimés à 40 000 dans un premier temps, des 110 nouvelles structures, soit au total 175 000 personnes représentant 4% de la population active. À l'heure actuelle, les réseaux d'IMF déjà bien implantés enregistrent une croissance moyenne de 8 et 10% par an, respectivement, en termes d'ouverture de nouveaux guichets et d'augmentation du nombre de membres. Par comparaison, les systèmes de microfinance de création plus récente, apparus depuis la libéralisation de 1992, connaissent un essor remarquable avec un doublement de leurs structures et de leur clientèle chaque année.

45. La composante appui institutionnel à l'unité de microfinance et au Comité national de la microfinance favorisera l'adoption de mesures visant à mettre en place un cadre propice au développement de la microfinance. Les activités prévues pour réorienter, restructurer et étendre les grands réseaux d'IMF, ainsi que pour professionnaliser leurs services, compléteront les objectifs stratégiques et réglementaires en contribuant à la mise en place de réseaux puissants et viables, transparents et responsables. D'autre part, l'extension et la densification des réseaux d'IMF permettront de faire pénétrer les services financiers dans des zones à fort potentiel économique et de les mettre à la disposition d'opérateurs qui pour l'instant n'y ont pas accès. Enfin, le renforcement des IMF novatrices et la diffusion de leurs activités contribueront à faire évoluer de nombreuses structures informelles (tontines) et à créer des liens avec le système financier conventionnel, ouvrant ainsi la perspective de mettre au service des efforts de développement du pays les énormes ressources que les institutions officielles et semi-officielles sont actuellement incapables de capter.

46. Toutes ces activités accéléreront le rythme de croissance actuel des IMF, l'objectif étant de porter le nombre total de leurs bénéficiaires à 500 000 personnes, soit 10-12% de la population active, au terme du projet. L'augmentation en volume des opérations de microfinance que cela entraînera permettra à son tour d'accroître la mobilisation des ressources et de faire progresser l'intermédiation financière dans le pays, avec des retombées positives en termes de développement.

### **H. Risques**

47. Les risques identifiés ont trait à l'application des politiques et des réglementations, et à la gestion du projet. On suppose en effet que le gouvernement maintiendra le rythme général des réformes économiques, et que son action continuera en particulier à privilégier le développement de la microfinance. En l'occurrence, le danger réside moins dans la concrétisation de cet engagement ou même dans l'adoption d'une législation et de textes réglementaires appropriés que dans l'application

effective des mesures de contrôle et de supervision. Plusieurs facteurs devraient toutefois permettre de le limiter, notamment la poursuite du dialogue entre le gouvernement et ses partenaires extérieurs au sujet des réformes économiques (et la surveillance opérée par le FMI et la Banque mondiale au titre de la conditionnalité de leurs aides), les préoccupations explicitement formulées quant à la nécessité pour le gouvernement de ne pas anéantir les efforts déployés jusqu'ici pour assainir le secteur financier, et l'institutionnalisation imminente des processus participatifs qui ont déjà cours dans le secteur de la microfinance (par la création de l'unité de microfinance et du CNMF, condition préalable à l'entrée en vigueur du prêt).

48. En ce qui concerne la gestion du projet, des assurances spéciales seront demandées pendant la négociation du prêt pour que le personnel d'encadrement et d'assistance technique soit recruté selon des procédures agréées par le FIDA, cet agrément préalable étant l'une des conditions d'entrée en vigueur du prêt.

### **I. Impact sur l'environnement**

49. Le projet n'aura pas d'incidence significative directe sur l'environnement. De fait, l'appui institutionnel qu'il envisage de fournir pour mettre en place des services de microfinance rationnels et compétitifs, et pour professionnaliser et étendre les réseaux existants renforcera la viabilité de l'ensemble du secteur, mais ne s'intéressera pas directement aux activités de production ou de quelque autre nature que pourraient entreprendre les bénéficiaires de ces services.

50. Dans ces conditions, et conformément aux procédures administratives du FIDA en ce qui concerne les audits d'environnement, le projet a été classé B.

### **J. Aspects novateurs**

51. Le projet est conçu pour aider le gouvernement à développer l'ensemble du système de microfinance en milieu rural, à coordonner les activités de tous les intervenants et, conformément à la mission particulière du FIDA, à prendre des mesures spécifiques pour que les femmes et les pauvres qui vivent en zone rurale puissent accéder à des services financiers viables. Développer et consolider les IMF, et élargir l'accès aux services financiers, tel est l'axe central du projet.

52. En prenant l'initiative de rassembler les organismes publics, les donateurs, les réseaux d'IMF et les ONG, le FIDA a joué un rôle clé. L'exécution du projet a été conçue de façon décentralisée, afin que les IMF et les réseaux bénéficiaires assument eux-mêmes la responsabilité de leurs activités. La force du projet tient à sa capacité de faire mettre en oeuvre directement toutes les activités par les organismes sélectionnés, avec l'appui de l'assistance technique et des autres ressources qu'il prévoit de mettre à leur disposition.

## **TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ**

53. Un accord de prêt entre la République du Cameroun et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

54. La République du Cameroun est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

55. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.



## QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

56. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République du Cameroun un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à huit millions cinquante mille droits de tirage spéciaux (8 050 000 DTS) venant à échéance le 15 octobre 2039 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Fawzi H. Al-Sultan

## **RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 1<sup>er</sup> décembre 1999)

1. La Caisse autonome d'amortissement (CAA) ouvre et tient, au nom du Gouvernement de la République du Cameroun (le Gouvernement), dans une banque commerciale, ou dans tout autre établissement bancaire acceptable pour le FIDA, un compte courant libellé en francs CFA pour les opérations relatives au projet (le Compte de projet). Le Gouvernement met à la disposition de l'agent principal du projet les fonds du prêt conformément aux dispositions des programmes de travail et budget annuels (PTBA) et aux procédures nationales habituelles pour l'assistance au développement aux fins d'exécuter le projet. Le Gouvernement met à la disposition de l'agent principal du projet, au cours de la période d'exécution du projet, des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres pour un montant global équivalant à 2 000 000 USD conformément à ses procédures nationales habituelles en matière d'assistance au développement. À cet effet, le Gouvernement effectue, dans un délai raisonnable et au plus tard dans les 30 jours suivant la date d'entrée en vigueur, un premier dépôt des fonds de contrepartie pour un montant en FCFA équivalant à 200 000 USD sur le Compte de projet pour couvrir la première année du projet et reconstitue d'avance annuellement le Compte de projet en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils sont prévus dans le PTBA relatif à l'année du projet considérée.

2. Le projet sera placé sous la tutelle du Ministère de l'économie et des finances (MINEFI). Sa gestion sera assurée par une UCP qui, pour l'exécution sur le terrain des composantes, conclura des accords avec différentes agences d'exécution. Un mécanisme de pilotage assurera l'orientation du projet et approuvera les PTBA. Le suivi externe des activités sera réalisé par la cellule des marchés financiers et des systèmes financiers créée au sein de la Direction du contrôle économique et des finances extérieures du MINEFI. La concertation entre les partenaires opérant dans le sous secteur de la microfinance sera, quant à elle, assurée par le CNMF, organe consultatif de concertation.

3. L'UCP conclura des accords avec les différentes agences d'exécution comprenant un cahier des charges définissant clairement la nature et l'étendue des responsabilités de chacune des parties. Les décaissements de fonds en faveur de ces agences seront assujettis au respect de clauses particulières, telles que:

- a) l'appui à l'extension du réseau Caisse villageoise d'épargne et de crédit autogéré (CVECA) n'interviendra qu'après la réalisation d'une évaluation concluante du projet et en tenant compte de l'intervention future des bailleurs de fonds;
- b) l'appui matériel au CAMCCUL n'interviendra qu'après un audit général suivi d'une restructuration et de l'adoption de manuels de procédures;
- c) l'établissement sur l'initiative de l'organisation non gouvernementale Microfinance et développement (MIFED) d'un centre de ressources ouvert à tous les réseaux se fera sur la base d'une proposition acceptable pour le FIDA. La proposition devra mettre en exergue la valeur ajoutée d'un tel centre sur les dispositifs de formation déjà existants ou prévus dans le cadre d'autres réseaux. La mise en œuvre de cette proposition sera matérialisée par un contrat conclu avec l'UCP;
- d) les demandes de fonds à l'intention de la recherche-action adressées à l'UCP seront étudiées par un comité mis en place à cet effet; seules les demandes approuvées par le comité seront prises en compte; et

- e) l'engagement de l'organisation non gouvernementale *Appropriate Development for Africa Foundation* (ADAF), matérialisé par un contrat conclu avec l'UCP, à accompagner le processus d'extension des MC2 en leur fournissant les prestations nécessaires et en les incitant à une politique de renforcement de leurs fonds propres.
4. Les activités prévues dans le cadre du projet n'affecteront pas l'environnement. Toutefois, la région septentrionale du Cameroun comporte un écosystème particulièrement fragile, influencé par la progression du désert vers le sud et caractérisé par une faible pluviométrie et un appauvrissement progressif des sols. L'extension des activités des institutions de microfinance pour accroître le niveau des services financiers dans cette région permettra certainement d'améliorer le niveau des ressources disponibles, particulièrement pour les petits agriculteurs. Le niveau de consommation des intrants agricoles pourrait s'en trouver amélioré, entraînant ainsi la modernisation des itinéraires techniques dont les effets sur l'environnement devraient être positifs.
5. Le suivi-évaluation mené par l'unité de suivi-évaluation du projet devra comprendre: i) une étude de base afin de mesurer les niveaux des indicateurs de performance dès le début du projet; ii) la définition d'un certain nombre d'indicateurs à tous les niveaux du projet et la répartition des tâches telles que la collecte et la transmission des informations, leur centralisation et leur analyse, et enfin leur synthèse et leur diffusion; iii) deux études biennales indépendantes portant spécifiquement sur l'évaluation; et iv) la préparation d'un rapport de fin de projet après six ans. Ce rapport servira de support à l'évaluation indépendante des impacts du projet.
6. Le Gouvernement s'engage, au terme d'une proposition écrite soumise au FIDA dans les 30 jours suivant l'entrée en vigueur, à doter la Cellule des marchés financiers et des systèmes financiers décentralisés des moyens matériels et humains nécessaires ainsi qu'à lui confier des attributions de nature à lui permettre de remplir de façon satisfaisante ses fonctions dans le cadre: i) de la mise en œuvre de la politique nationale de microfinances; ii) du suivi de l'application de la réglementation; et iii) du suivi de la mise en œuvre du Programme national de microfinance.
7. Le Gouvernement s'engage dès la signature de l'Accord de prêt à entamer la procédure de recrutement des cadres du projet et de l'assistant technique en vue de faciliter l'élaboration du Manuel de procédures et du PTBA pour la première année. L'assistant technique devra être recruté dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur.
8. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions additionnelles à l'entrée en vigueur de l'Accord de prêt:
- a) le Gouvernement a adopté officiellement la Lettre de politique de la microfinance;
  - b) le Gouvernement a promulgué un texte portant création du CNMF et prévoyant ses attributions, sa composition et son fonctionnement;
  - c) le Gouvernement a promulgué un texte portant création de l'UCP et prévoyant ses compétences, son mode de gestion et son fonctionnement;
  - d) un avis juridique favorable, délivré par le Secrétaire général des services du Premier ministre ou toute autre autorité judiciaire agréée par le FIDA acceptable tant en la forme que sur le fond a été remis par le Gouvernement au FIDA.





9. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables aux décaissements des fonds du prêt:

- a) le manuel de procédures du projet a été élaboré et soumis au FIDA pour approbation;
- b) le projet est inscrit au PIP de l'exercice 2000/2001;
- c) les fonds de contrepartie nécessaires à l'exécution des activités de la première année sont versés sur le compte de projet;
- d) le compte spécial du projet a été ouvert par la CAA au nom du Gouvernement dans une banque commerciale à Yaoundé, agréée par le FIDA;
- e) les cadres du projet ont été sélectionnés au moyen d'une consultation nationale, le coordonnateur et le chef comptable ont pris leurs fonctions, et des locaux adéquats pour abriter l'UCP ont été mis à disposition par le Gouvernement; et
- f) le PTBA de la première année a été approuvé.